



Assemblée générale

Distr. limitée
13 mai 2022
Français
Original : anglais

Comité de l'information

Quarante-quatrième session

3-13 mai 2022

Point 9 de l'ordre du jour

**Examen et adoption du rapport que le Comité présentera
à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session.**

Projet de rapport

Rapporteur : Darren Camilleri (Malte)

Chapitre III

Débat général

1. Lors du débat général, des déclarations ont été faites par les représentant(e)s du Pakistan (également au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de la Colombie (au nom du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies), de Djibouti (également au nom du Groupe des ambassadeurs francophones), de l'Angola (au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), de l'Union européenne, de la Lettonie, de la République dominicaine, de Malte, du Maroc, de l'Afrique du Sud, de Cuba, d'El Salvador, du Portugal, du Népal, de la Jordanie, du Liban, de la République islamique d'Iran, des États-Unis d'Amérique, des Philippines, du Bangladesh, du Mexique, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République de Corée, de la Côte d'Ivoire, de l'Argentine, de la Fédération de Russie, du Japon, de l'Arménie, d'Israël, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Brésil, de la Malaisie, de l'Inde, de l'Ukraine, de l'Égypte, de la Roumanie, de la Chine, du Sénégal, de l'Algérie, de la République populaire démocratique de Corée, du Bélarus, de l'État de Palestine et de l'Organisation internationale de la Francophonie

2. Le débat général a débuté après une déclaration du Président du Comité. Celui-ci a noté que la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) avait montré que si les progrès technologiques permettaient la diffusion d'informations exactes, neutres et fiables, ils pouvaient aussi être utilisés pour faire courir des rumeurs, répandre la terreur voire déclencher des violences. Il a souligné qu'il était plus que jamais urgent de promouvoir les valeurs défendues par l'Organisation des Nations Unies. Il a salué l'action menée par le Département pour faire en sorte que ses produits et services soient proposés dans de nombreuses langues, tout en soulignant qu'il fallait encore faire progresser le multilinguisme.



3. La Secrétaire générale adjointe à la communication globale a également fait une déclaration, dans laquelle elle a donné un aperçu des diverses activités et initiatives menées par le Département. Elle a noté que si de plus en plus de gens dans le monde étaient désireux de tourner la page de la pandémie de COVID-19, celle-ci n'était pas encore terminée. Elle a aussi déclaré que du fait de la guerre en Ukraine, les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, qui étaient au cœur de la coopération multilatérale, n'avaient jamais été autant mis à rude épreuve depuis la création de l'Organisation. Elle a ajouté que le Département se saisirait de ces problèmes en défendant le multilatéralisme et en répondant de manière stratégique et coordonnée, par des communications axées sur le public et sur l'impact.

4. Lors de l'examen des questions de fond dont le Comité était saisi, de nombreuses délégations, dont celles prenant la parole au nom de grands groupes, se sont dites préoccupées par la prolifération d'informations erronées et de la désinformation durant la pandémie de COVID-19, les changements climatiques et les autres crises mondiales. Des orateurs ont dit leur inquiétude de voir la manipulation de l'information sur la guerre en Ukraine être utilisée pour tromper les publics nationaux et l'audience internationale. À cet égard, nombre d'entre eux ont souligné le rôle crucial que jouait l'ONU en tant que source d'information fiable dans ses six langues officielles. Ils ont fait l'éloge des campagnes Ensemble seulement et Marquons une pause, toutes deux associées à l'initiative Verified qui avait été lancée par le Département pour lutter contre l'infodémie relative à la COVID-19. Plusieurs délégations ont encouragé le Département à étendre cette initiative à d'autres questions. Des représentants ont noté qu'il fallait que l'information émanant de l'ONU soit impartiale et exempte de tout parti pris. De nombreuses délégations ont exprimé leur soutien à l'action menée par le Département pour élaborer un code de conduite mondial qui prônerait l'intégrité de l'information publique, conformément à la vision énoncée par le Secrétaire général dans son rapport sur Notre Programme commun.

5. De nombreux représentants ont noté avec inquiétude la montée du discours de haine, en particulier celui qui était associé au racisme, à la discrimination fondée sur la religion et à la xénophobie. Un représentant a exhorté le Département à sensibiliser au phénomène et à encourager les messages de tolérance, de coexistence pacifique et d'harmonie interconfessionnelle et culturelle entre toutes les religions, les ethnies et les nations. Une délégation a mentionné la négation de la Shoah en tant qu'exemple de demi-vérité et de désinformation, et elle a souligné qu'il fallait redoubler d'efforts pour combattre l'antisémitisme.

6. Des délégations ont également exprimé leur préoccupation quant aux restrictions mises à la liberté d'expression. Un orateur a rappelé que celle-ci était un fondement des sociétés libres à travers le monde, tandis qu'un autre a dit qu'elle ne pouvait pas être sacrifiée sur l'autel de la lutte contre la désinformation. Plusieurs représentants ont noté avec préoccupation que la liberté d'expression et les conditions de travail des journalistes se détérioraient, en particulier pour ceux qui couvraient la guerre en Ukraine. Un représentant a fait allusion à la Journée mondiale de la liberté de la presse, dont la célébration coïncidait avec le premier jour de la session du Comité, saisissant cette occasion pour souligner la nécessité de protéger les journalistes et d'assurer l'accès du public à l'information. En parallèle, plusieurs orateurs ont félicité le Département d'avoir mis en place le programme annuel de formation des jeunes journalistes palestiniens.

7. Tout en louant l'organisation par le Département de campagnes multimédias visant à diffuser des informations sur les travaux et les priorités de l'ONU, de nombreux orateurs se sont dits inquiets face à la fracture numérique. De nombreux représentants ont souligné qu'en dépit de l'importance croissante que revêtaient Internet, les médias sociaux et les autres outils de communication en ligne, les moyens

plus traditionnels, à savoir les supports imprimés, la radio et la télévision, ne devaient pas être négligés. Les délégations ont encouragé l'Organisation à prendre des mesures pour garantir une plus grande sécurité de la desserte Internet, en particulier dans les pays en développement, tout en continuant à allouer des ressources aux médias traditionnels. Elles ont souligné la nécessité de chercher à accroître l'inclusivité par l'utilisation du sous-titrage activé à la demande et l'interprétation dans la langue des signes, afin que les groupes vulnérables et les personnes handicapées aient accès aux informations diffusées par l'Organisation.

8. Un autre thème récurrent a été la satisfaction exprimée à propos des centres d'information des Nations Unies. De nombreux représentants se sont félicités de ce que les centres œuvraient à la promotion des mandats des Nations Unies et mobilisaient pour l'appui aux travaux de l'Organisation par l'utilisation des langues officielles et non officielles. Un grand nombre d'orateurs ont loué les centres pour le rôle qu'ils avaient joué durant la pandémie, en diffusant des informations aux populations les plus vulnérables. Ils ont demandé au Département de continuer de faire progresser le renforcement de leurs capacités.

9. De nombreux représentants, dont celles et ceux prenant la parole au nom de grands groupes, ont souligné qu'il importait de rendre le multilinguisme systématique dans toutes les activités menées par l'Organisation, ce qui contribuerait à garantir l'inclusivité, la diversité et la tolérance. Un certain nombre de délégations ont noté que le fossé existant entre l'utilisation de l'anglais et l'utilisation des cinq autres langues officielles continuait de se creuser et qu'il fallait que les six langues soient utilisées de manière équilibrée pour faire mieux connaître les travaux et les priorités de l'Organisation auprès du public mondial. Plusieurs intervenants ont mis en évidence la nécessité de produire des contenus dans les six langues officielles plutôt que de traduire d'une langue dans une autre. Des délégations ont vivement engagé le Département à étudier les possibilités de recourir à des moyens de financement novateurs, en plus des contributions volontaires, afin de porter au maximum les efforts de sensibilisation.

10. De nombreuses délégations ont accueilli avec satisfaction l'action menée par le Département pour développer les partenariats avec diverses parties prenantes, dont la société civile, les médias, nouveaux et traditionnels, les établissements universitaires, les jeunes et le secteur privé. Les orateurs ont souligné que de tels partenariats étaient essentiels pour lutter contre la désinformation et la désinformation. Plusieurs délégations ont demandé au Département de renforcer les partenariats avec les médias sociaux, notant que leurs plateformes étaient utilisées non seulement à des fins de désinformation et de désinformation mais aussi pour promouvoir la violence, la haine et l'extrémisme.

11. Nombre de délégations ont approuvé les campagnes conduites par le Département en relation avec les grandes priorités de l'Organisation, à savoir les objectifs de développement durable, l'action climatique, les questions économiques et sociales et les droits humains.

12. Un certain nombre d'intervenants ont souligné que les communications devaient toujours respecter les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le droit international, en particulier les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

13. Un grand nombre de délégations, en particulier celles des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, ont loué les travaux que menait le Département en faveur des opérations de maintien de la paix et des soldat(e)s de la paix, notamment dans le cadre de sa campagne Service et sacrifice qui mettait en avant les contributions des Casques bleus.